



1. **ANALYSE DE LA CRISE**



**AGIR
VRAIMENT
CONTRE LA CRISE**

2009



LA MODERATION SALARIALE ET L'AUGMENTATION DES INEGALITES EXPLIQUENT LA CRISE

Le déclenchement de la crise trouve son origine dans un dérèglement financier qui a été rendu possible ou s'est trouvé amplifié par :

- Un partage des revenus de plus en plus défavorable aux salariés modestes et moyens, en particulier aux Etats-Unis, qui a favorisé un recours incontrôlé à l'endettement.
- Une confiance démesurée dans la capacité d'autorégulation des marchés et du système bancaire.
- Une absence de réponses politiques coordonnées aux déséquilibres économiques et monétaires mondiaux.





LA MODERATION SALARIALE ET L'AUGMENTATION DES INEGALITES EXPLIQUENT LA CRISE

Un dérèglement qui préexistait largement à la crise :

- L'augmentation des inégalités aux Etats-Unis comme en Europe a causé les dérèglements financiers à l'origine de la crise.
- La dérégulation des marchés financiers a créé une opacité des transactions financières et favorisé le développement de produits dangereux et de pratiques irresponsables.
- Les banques se sont éloignées du financement de l'économie réelle, pour se consacrer à des activités plus lucratives et beaucoup trop risquées.

La crise financière a ensuite engendré une crise économique.

Avec une croissance nulle ou négative, ce sont des pans entiers de nos économies qui sont menacés dans les mois qui viennent.





LA FRANCE DEJA TRES AFFAIBLIE AVANT LA CRISE

La France est entrée dans la crise déjà très affaiblie par la politique de M. Sarkozy. Bien plus que nos partenaires européens. Notre économie était déjà en quasi-récession quand la crise a déferlé en septembre dernier.

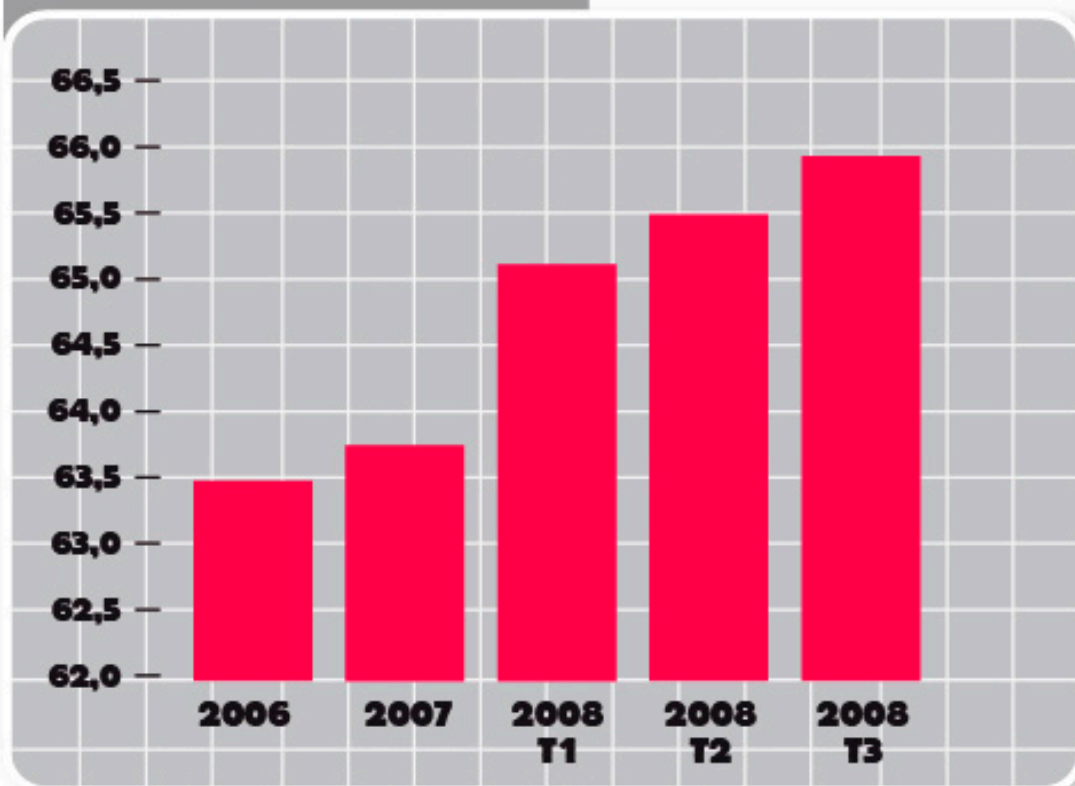
- Un **déficit extérieur record** fin 2008 : 56,2 milliards d'euros sur douze mois, alors que la France était à l'excédent en 2004.
- Un **dérapage de l'endettement public** : En 2007, la France a été le seul pays de l'Union Européenne dont les comptes publics se sont dégradés alors que le taux de croissance était supérieur à 2%.
- Un **plan social massif dans la fonction publique** : 30 600 postes sont ainsi supprimés, dont 13.500 dans l'Education nationale, auxquels il faut ajouter 20.000 suppressions d'emplois prévues en 2009 dans l'hôpital public.





LA FRANCE DEJA TRES AFFAIBLIE AVANT LA CRISE

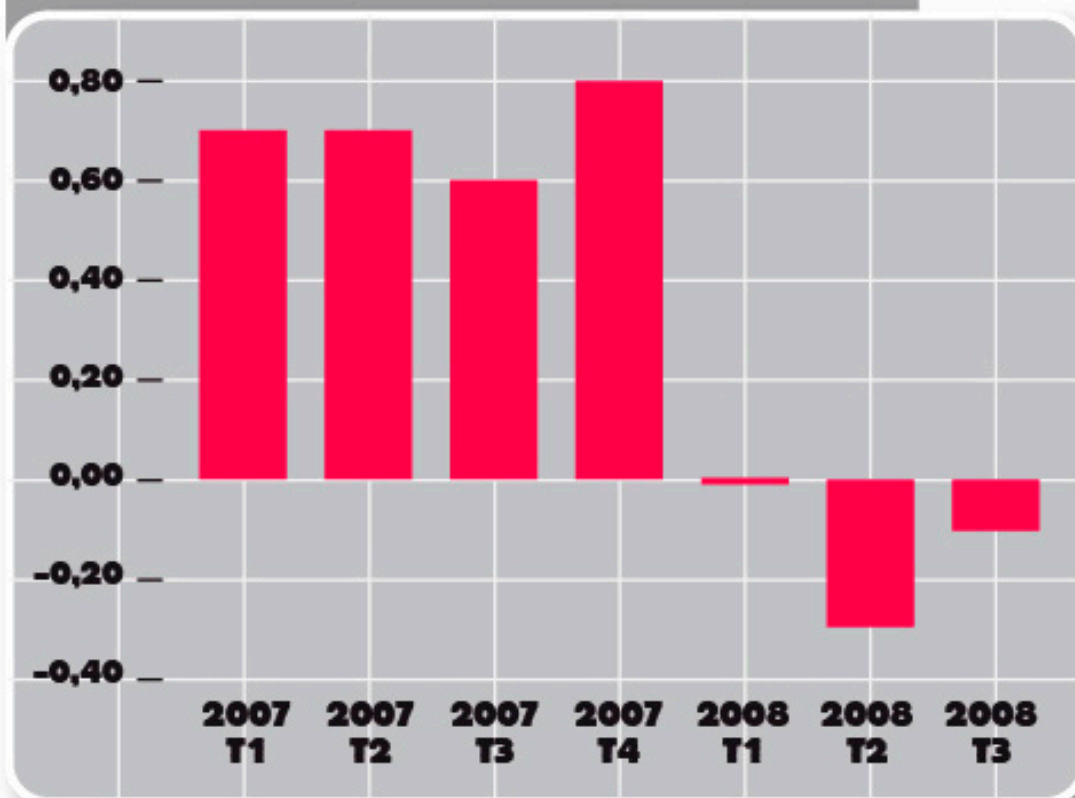
DETTE PUBLIQUE EN % DU PIB





LA FRANCE DEJA TRES AFFAIBLIE AVANT LA CRISE

EVOLUTION DU POUVOIR D'ACHAT EN %





ANALYSE DE LA CRISE PAR MICHEL SAPIN

secrétaire national du PS à l'économie





2. LE "PLAN" DE NICOLAS SARKOZY



**AGIR
VRAIMENT
CONTRE LA CROIX**

2009



LE PLAN SARKOZY, INSUFFISANT ET INADAPTE

Sur les 26 milliards d'euros annoncés, 22 seulement sont des dépenses nouvelles inscrites au budget.

- Sur ces 22 milliards, **11,5 milliards d'euros sont des dettes de l'Etat** auprès des entreprises publiques, qui vont enfin être honorées.
- En dehors de la compilation des annonces déjà faites, le niveau réel des dépenses n'atteint pas les 4 milliards d'euros, nettement en dessous de tous les autres plans européens.

Quant aux mesures prévues, elles sont totalement inadaptées à la situation.

- Les dépenses de long terme prévues par le plan Sarkozy n'auront pas d'incidence avant 2011 et 2012.
- Moins de 5% du montant du plan est consacré au soutien à la consommation et au pouvoir d'achat, alors que c'est le principal levier pour répondre aux problèmes des Français.



LE "PLAN" DE NICOAS SARKOZY



ANALYSE DU PLAN SARKOZY PAR GUILLAUME DUVAL

Economiste et rédacteur en chef d'Alternatives Economiques



Guillaume Duval

Economiste et rédacteur en chef d'Alternatives Economiques





3. **NOTRE** **PLAN DE RELANCE**



AGIR
VRAIMENT
CONTRE LA CRISE

200%

NOTRE PLAN DE RELANCE



PRESENTATION DU PLAN DE RELANCE PAR MARTINE AUBRY





AGIR VITE POUR L'EMPLOI ET LE POUVOIR D'ACHAT ... ET PREPARER DES MAINTENANT L'AVENIR

Notre plan :

Agir maintenant

- En prenant des mesures immédiates pour le pouvoir d'achat et la consommation
- En protégeant les salariés victimes de la crise
- En développant l'emploi
- En protégeant les PME-PMI et les filières industrielles menacées (automobile, construction...)
- En relançant l'investissement public et privé, en lien avec les collectivités locales





AGIR VITE POUR L'EMPLOI ET LE POUVOIR D'ACHAT ... ET PREPARER DES MAINTENANT L'AVENIR

Notre plan :

Agir durablement

- En jetant les bases d'un grand projet de régulation de la finance à l'échelon européen
- En soutenant des investissements socialement utiles (santé, logement...) et écologiquement responsables
- En prenant en compte la maîtrise de la consommation d'énergie
- En s'assurant de la coordination des plans de relance dans l'ensemble de l'Union européenne.





UN EFFORT IMMEDIAT POUR LES SALARIES, LES RETRAITES, LES TITULAIRES DE MINIMA SOCIAUX

- Le versement d'une aide directe de 500 euros dès le mois de février 2009 à tous les bénéficiaires de la prime pour l'emploi (9 millions de salariés)
- Le versement d'une aide de 500 euros dès le mois de février 2009 à tous les bénéficiaires des minima sociaux (minimum vieillesse, RMI-RSA, API, AAH, ASS,...)
- La revalorisation du SMIC de 3 % au 1er février 2009
- La soumission des exonérations de cotisations sociales à la conclusion effective d'accords salariaux annuels
- La généralisation obligatoire du chèque transport à tous les salariés et à tous les moyens de transport
- La revalorisation immédiate des allocations logement de 10%.





UNE RELANCE DE LA CONSOMMATION

Nous proposons :

- Une baisse de 1 point du taux de TVA – passant de 19,6% à 18,6% – pour baisser les prix à la consommation.
- Un gel des loyers dans les zones de forte hausse en 2009 et 2010, et la limitation de la hausse de l'ensemble des autres loyers au taux d'inflation.
- La mise en chantier de 300.000 logements sociaux sur les deux prochaines années.





PROTEGER LES SALARIES

- Gel immédiat de toutes les suppressions de postes dans la fonction publique
- Augmentation de la durée et de l'indemnisation du chômage partiel
- Amélioration de l'indemnisation des salariés victimes d'un licenciement économique
- Généralisation des contrats de transition professionnelle (CTP) et des conventions de reclassement personnalisé (CRP) à tout le pays
- Augmentation à deux ans et à 80% du salaire de l'indemnisation des titulaires de CTP et de CRP
- Prolongation de six mois de l'indemnisation du chômage des salariés précaires en fin de droits
- Forte dissuasion financière de recourir aux licenciements pour les entreprises bénéficiaires





DEVELOPPER L'EMPLOI

- › La création de 100 000 emplois aidés supplémentaires
- › La création de 100 000 emplois pris en charge à 75% par l'État dans le secteur non marchand (contrats à temps plein d'une durée de trois ans)
- › La réactivation des retraites anticipées dans les secteurs du bâtiment et de l'automobile





UN EFFORT POUR L'INVESTISSEMENT PUBLIC

Un « pacte de relance » entre l'Etat et les collectivités locales

- D'un côté, l'augmentation des aides aux collectivités : doublement en 2009 des dotations de l'Etat et abondement exceptionnel du budget de fonctionnement des collectivités
- En contrepartie, les collectivités territoriales devront s'engager :
 - à atténuer l'évolution des prélèvements obligatoires en 2009
 - à lancer de nouveaux programmes d'investissements





UN EFFORT POUR L'INVESTISSEMENT PUBLIC

Un plan de rattrapage pour l'hôpital public

- Le retrait immédiat du plan social engagé par le gouvernement dans l'hôpital public, qui pourrait atteindre 20.000 emplois en 2009.
- Le lancement d'un plan de sauvegarde et de modernisation de l'hôpital public, d'un montant de 1,4 milliard d'euros.





UN EFFORT POUR L'INVESTISSEMENT PUBLIC

Un soutien fort au BTP-construction

- La mise en chantier dans les deux ans de 300.000 logements sociaux.
- Un plan de rénovation écologique et d'isolation des logements, et de mise en accessibilité pour les personnes handicapées.
- Un plan de réhabilitation et de construction de places d'hébergement d'urgence.





SAUVER L'INDUSTRIE, SOUTENIR LES ENTREPRISES, PREPARER LA CROISSANCE DE DEMAIN

Répondre aux difficultés d'accès au crédit et soutenir la trésorerie des entreprises, notamment pour les PME-PMI du secteur automobile

- Favoriser l'obtention de crédits pour les entreprises et les particuliers par une intervention contraignante de l'Etat auprès des banques recapitalisées,
- Soutenir la trésorerie à court terme des entreprises
- Protéger les salariés des secteurs en difficulté (extension du chômage partiel, formation...)

Sauver notre filière automobile grâce à des aides publiques conditionnées :

- à l'investissement pour l'avenir de la filière
- au maintien de l'emploi en France
- à l'interdiction de verser des dividendes





SAUVER L'INDUSTRIE, SOUTENIR LES ENTREPRISES, PRÉPARER LA CROISSANCE DE DEMAIN

Préparer l'avenir, repenser l'industrie

- Mobiliser massivement la puissance publique nationale et territoriale : vers un Pôle public d'investissement industriel (2P2I)
 - Création de fonds régionaux d'investissement et de réindustrialisation, dotés de 7 milliards d'euros
 - Mobilisation de ces fonds au plus près des besoins réels des entreprises et des salariés
- Mettre l'Europe au service de son industrie
 - Mise en place d'une véritable agence de l'innovation industrielle
 - Création d'un brevet européen
 - Instauration d'un statut juridique unique pour les entreprises innovantes





PROMOUVOIR UNE CROISSANCE VERTE

- › Adoption d'une tarification incitative à l'économie des biens essentiels
- › Amélioration de l'efficacité énergétique des logements et lancement d'un programme d'isolation thermique
- › Lancement d'un plan d'investissement massif dans les énergies renouvelables
- › Augmentation des crédits pour le développement des technologies propres et des éco-industries
- › Lancement d'un programme de dépollution des sites et sols pollués
- › Développement des infrastructures de transport propre, en partenariat avec les régions
- › Institution d'un contrat « Energie-Emploi-Environnement », avec mise en place d'une tarification incitative aux économies d'énergie.





REGLEMENTER LA FINANCE EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Conditionner les aides et les garanties apportées au secteur financier par l'Etat français :

- Une intervention accrue de l'État dans les conseils d'administration, avec droit de vote
- L'interdiction de verser des dividendes ou de racheter leurs actions pour les banques ayant perçu une aide de l'Etat
- La suppression de l'ensemble des indemnités de départ et des bonus des dirigeants ayant conduit leur entreprise dans l'impasse
- La remise en cause de toutes les activités liées aux paradis fiscaux



REGLEMENTER LA FINANCE EN FRANCE ET DANS LE MONDE

- Adopter un grand projet de loi de régulation financière qui devra :

Encadrer les rémunérations des acteurs du secteur financier et des dirigeants d'entreprises (réglementer strictement et davantage imposer les stock-options).

Réglementer l'activité des acteurs financiers.

- Constituer un grand pôle financier public.

Ce pôle public de financement et d'investissement national découlera des fonds régionaux d'investissement adossés à la Caisse des dépôts et consignations, à la Banque de France, à la Banque postale, à Oséo, aux pôles de compétitivité, et aux chambres de commerce et d'industrie.



EXPRESSION DIRECTE : AGIR VRAIMENT CONTRE LA CRISE - le plan de relance du PS





Et surtout n'oubliez pas de...

- communiquer vos dates et lieux d'initiatives
- faire remonter compte-rendus écrits, reportages, interviews, réalisés à l'occasion de vos initiatives

... pour enrichir le mini-site dédié au plan de relance du PS

www.agirvraimentcontrelacrise.fr



**LE PLAN DE
RELANCE**

**BOITE
A OUTILS**

VIDEOS

